

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2007.

Art. 42. Notre Ministre de Finances et notre Ministre de l'Economie, de L'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, et notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques adjoint au Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Vice-Première Ministre, Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
adjoint au Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
B. TUYBENS

Annexe 1^{re}

Conditions générales applicables aux comptes courants postaux
CHAPITRE I^{er}. — *Introduction*

Article 1^{er}

Objectifs des conditions générales

Sans préjudice aux dispositions légales et réglementaires applicables, les présentes conditions générales constituent le cadre global de la relation qui régit la tenue des comptes courants postaux et l'exécution des opérations en compte.

Ces conditions générales sont prises conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles précisent les limites et les conditions des services et instruments liés au compte courant postal que La Poste offre aux clients visés à l'article 3. Elles définissent les droits et obligations réciproques découlant de la relation entre La Poste et ces clients.

Art. 2

Presentation de la poste financière

La Poste est une société anonyme de droit public, qui a son siège social à 1000 Bruxelles, Centre Monnaie (Belgique). Elle est inscrite à la Banque-carrefour des entreprises et est immatriculée à la T.V.A. sous le numéro RPM (BE) 0214.596.464. (Bruxelles).

Les activités de La Poste sont régies par la loi et la réglementation en vigueur.

Parmi les activités qui sont incluses dans son objet social, La Poste est notamment chargée de la tenue et de la gestion des comptes courants postaux.

Lorsqu'elle preste de tels services financiers, La Poste agit essentiellement au travers et à l'intervention d'une Unité spécialisée, dénommée « Poste financière ».

Art. 3

Identification des clients

§ 1^{er}. Sont considérés comme clients, pour l'application des présentes conditions générales :

* les personnes physiques, agissant à des fins professionnelles ou à des fins privées;

* les personnes morales autres que l'Etat fédéral et ses subdivisions ou que les organismes et les autres entités de droit public ou de droit privé, visés par l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques;

* les associations de fait;

* les trusts ou autres structures de droit étranger;

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2007.

Art. 42. Onze Minister van Financiën, samen met onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse handel en Wetenschapsbeleid, samen met onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de Minister van Begroting en Consumentenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
Mvr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor overheidsbedrijven
toegevoegd aan de Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
B. TUYBENS

Bijlage 1

Algemene Voorwaarden die gelden voor de postrekeningen
HOOFSTUK I. — *Inleiding*

Artikel 1

Doelstellingen van de algemene voorwaarden

Zonder afbreuk te doen aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen vormen deze algemene voorwaarden het geheel van regels die het houden van de postrekeningen-courant en het uitvoeren van de verrichtingen op die rekeningen beheersen.

Deze algemene voorwaarden zijn conform de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen.

Ze bepalen de grenzen aan en de voorwaarden van de diensten en werkmiddelen verbonden aan de postrekening-courant die De Post aanbiedt aan de klanten zoals vermeld in artikel 3. Zij leggen de wederzijdse rechten en plichten vast die voortvloeien uit de verhouding tussen De Post en de voornoemde cliënten.

Art. 2

Voorstelling van de financiële post

De Post is een publiekrechtelijke naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel in het Muntcentrum te 1000 Brussel (België). Zij is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en geregistreerd bij de BTW met nummer RPR (BE) 0214.596.464 (Brussel).

De activiteiten van De Post worden geregeld door de van kracht zijnde wet en reglementering.

Een van de activiteiten van haar maatschappelijk doel betreft het houden en het beheren van de postrekeningen-courant.

Wanneer De Post dergelijke financiële diensten verleent handelt ze voornamelijk door bemiddeling en tussenkomst van een gespecialiseerde Dienst, met de naam « Financiële Post ».

Art. 3

Identificatie van de cliënten

§ 1. Voor de toepassing van deze algemene voorwaarden, worden onder « cliënten » verstaan :

* de natuurlijke personen, die voor beroeps- of privédoeleinden handelen;

* de rechtspersonen met uitzondering van de federale Staat en haar onderafdelingen of de instellingen en andere eenheden van publiek of privaat recht, bedoeld in het Koninklijk Besluit van 15 juli 1997 houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid;

* de feitelijke verenigingen;

* de trusts of andere structuren naar buitenlands recht;

qui sont titulaires d'un compte courant postal, ouvert auprès de La Poste.

Sont en outre, et pour autant que de besoin, considérés comme clients pour l'application des présentes conditions générales, les personnes physiques et les personnes morales qui s'adressent à La Poste, en vue de l'ouverture d'un compte courant postal.

§ 2. Sauf précision contraire dans la disposition concernée, les présentes conditions générales valent pour l'ensemble des clients définis au paragraphe 1^{er}. Si une disposition des présentes conditions générales, libellée en termes généraux, devait contrevenir à une disposition légale, impérative ou d'ordre public, protégeant les consommateurs, cette disposition doit être considérée comme ne s'appliquant pas à ces personnes.

Art. 4

Hiérarchie des normes

§ 1^{er}. Les relations entre La Poste et ses clients sont régies par les dispositions qui suivent, par ordre de priorité quant à leur applicabilité :

- * les dispositions directement applicables de droit international et de droit européen,
- * les lois et réglementations impératives applicables,
- * les conventions particulières,
- * les dispositions particulières liées à des services ou des instruments particuliers,
- * les présentes conditions générales,
- * les usages.

§ 2. La Poste et ses clients peuvent mettre fin aux conventions particulières, conclues antérieurement à l'entrée en vigueur des présentes conditions générales, et le cas échéant peut conclure de nouvelles conventions particulières, portant dérogation aux présentes conditions générales, conformément aux lois et réglementations applicables à ce moment.

Art. 5

Force obligatoire des conditions générales

Sans préjudice de leur valeur réglementaire, les présentes conditions générales ont force obligatoire et s'appliquent de plein droit dans la relation qui unit La Poste à ses clients, du seul fait de l'ouverture d'un compte courant postal.

A l'égard des clients existants, ces conditions générales ont force obligatoire et s'appliquent de plein droit dès leur entrée en vigueur. Ces clients sont préalablement avisés par écrit de l'entrée en vigueur des présentes conditions générales.

Dès le moment où elles acquièrent force obligatoire, ces conditions générales sont immédiatement et intégralement appliquées aux relations entre La Poste et ses clients. Elles régissent tous les effets futurs des relations en cours.

Art. 6

Mise à disposition des conditions générales

§ 1^{er}. Les présentes conditions générales sont tenues à la disposition des clients et sont communiquées d'office aux clients existants.

Elles peuvent en outre être communiquées à tout moment, sur demande expresse du client, adressée par écrit au Service Comptes courants postaux de La Poste.

La Poste peut définir tout support et tout moyen électronique de communication ou de mise à disposition des présentes conditions générales.

§ 2. Les clients et leurs mandataires veillent à prendre connaissance au préalable des présentes conditions générales avant de demander l'ouverture d'un compte courant postal et de passer tout ordre ou d'effectuer toute opération en compte.

Art. 7

Modification des conditions générales

Les présentes conditions générales sont susceptibles d'être modifiées ou complétées.

Ces modifications sont portées à la connaissance des clients, par écrit adressé aux titulaires de comptes ou par toute autre mode approprié défini par La Poste, par exemple insertion d'un message dans les extraits de compte.

Les modifications ont force obligatoire et s'appliquent de plein droit dans la relation entre La Poste et ses clients à la date d'entrée en vigueur que La Poste indique dans le courrier délivré en application de l'alinéa précédent.

die houder zijn van een bij De Post geopende postrekening-courant.

Worden bovendien, en voor zover als nodig, voor de toepassing van deze algemene voorwaarden verstaan onder « cliënten » : de natuurlijke personen en de rechtspersonen die zich tot De Post richten om een postrekening-courant te openen.

§ 2. Behoudens andersluidend voorschrift in de betreffende bepaling, gelden deze algemene voorwaarden voor alle cliënten zoals in paragraaf 1 omschreven. Indien een bepaling van deze algemene voorwaarden, die in algemene termen is geformuleerd, in strijd zou zijn met een wettelijke of dwingende bepaling, of van openbare orde, die tot doel heeft de consumenten te beschermen, dient deze bepaling beschouwd te worden als zijnde niet van toepassing op die personen.

Art. 4

Rangorde van de normen

§ 1. De verhoudingen tussen De Post en haar cliënten worden beheerst door de volgende voorschriften, hierna gerangschikt volgens de voorrang van de toepassing ervan :

- * de toepasselijke bepalingen met directe werking van internationaal en Europees recht,
- * de toepasselijke dwingende wetten en reglementeringen,
- * de bijzondere overeenkomsten,
- * de bijzondere bepalingen betreffende specifieke diensten of werkmiddelen,
- * deze algemene voorwaarden,
- * de bestaande gebruiken.

§ 2. De Post en haar cliënten kunnen een einde stellen aan de bijzondere overeenkomsten die vóór het van toepassing worden van deze algemene voorwaarden werden gesloten en kunnen, zo nodig, indien ze van deze algemene voorwaarden willen afwijken, nieuwe bijzondere overeenkomsten sluiten in overeenstemming met de geldende wetten en reglementeringen.

Art. 5

Bindende kracht van de algemene voorwaarden

Zonder afbreuk te doen aan hun reglementaire waarde hebben deze algemene voorwaarden bindende kracht en zijn ze van rechtswege van toepassing op de verhouding tussen De Post en haar cliënten enkel en alleen door het enkel sluiten van de overeenkomst tot opening van een postrekening-courant.

Ten opzicht van bestaande cliënten hebben deze algemene voorwaarden bindende kracht en zijn ze van rechtswege van kracht van zodra zij in werking zijn getreden. Deze cliënten worden op voorhand schriftelijk gewaarschuwd van de inwerkingtreding van deze algemene voorwaarden.

Vanaf het ogenblik dat ze bindende kracht hebben gekregen, worden deze algemene voorwaarden onmiddellijk en onverkort toegepast op de verhouding tussen De Post en haar cliënten. Ze zijn van toepassing op alle toekomstige gevolgen van de bestaande relaties.

Art. 6

Terbeschikkingsstelling van de algemene voorwaarden

§ 1. Deze algemene voorwaarden worden ter beschikking gehouden van en stelselmatig meegedeeld aan de bestaande cliënten.

Ze worden tevens op ieder ogenblik meegedeeld, na uitdrukkelijk verzoek van de cliënt aan de Dienst Postrekeningen-courant van De Post.

De Post mag zelf bepalen met welke drager of langs welke elektronische weg zij deze algemene voorwaarden medeelt of ter beschikking stelt.

§ 2. De cliënten en hun lasthebbers moeten kennis nemen van deze algemene voorwaarden vooraleer het openen van een postrekening-courant te vragen een opdracht te geven of een verrichting uit te voeren op deze rekening.

Art. 7

Wijziging van de algemene voorwaarden

Deze algemene voorwaarden kunnen worden gewijzigd of aangevuld.

Deze wijzigingen worden meegedeeld aan de cliënten bij schrijven gericht aan de rekeninghouders of op iedere andere wijze die De Post geschikt oordeelt, bijvoorbeeld door een bericht in de rekeninguittreksels te voegen.

De wijzigingen hebben bindende kracht en zijn van rechtswege van toepassing in de verhouding tussen De Post en haar cliënten vanaf de datum van inwerkingtreding die De Post op de in de vorige paragraaf beschreven wijze medeelt aan de cliënt.

Dès leur entrée en vigueur, ces modifications s'appliquent intégralement aux situations et aux contrats existants.

Art. 8 Droit applicable

Le droit belge est seul applicable à la relation de compte courant postal et aux opérations en compte qui sont régies par les présentes conditions générales.

Les litiges sont réglés sur la base des lois et réglementations en vigueur, ainsi que des conventions particulières, des dispositions particulières et des conditions générales existant à la date de la survenance du fait contesté.

Art. 9 Litiges

Les plaintes relatives au compte courant postal et aux opérations en compte peuvent être adressées au Service Clientèle de La Poste (tél. 022-01 23 45, courriel : postinfo@post.be).

Sans préjudice de leur droit éventuel d'en appeler à la médiation pour tout différend susceptible d'être réglé par transaction, La Poste et ses clients recherchent par priorité une solution amiable à tout litige relatif au compte courant postal et/ou services et instruments qui lui sont liés.

Sauf dispositions légales en sens contraire, les cours et tribunaux siégeant dans le ressort duquel le siège social de La Poste est établi, sont seuls compétents pour toute contestation entre La Poste et un client. La Poste se réserve toutefois le droit de citer le client devant un autre tribunal compétent en vertu du droit commun.

Art. 10 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes conditions générales, il est fait élection de domicile pour La Poste :

— à son siège social, situé à 1000 Bruxelles, Centre Monnaie;

— le client et ses mandataires : à la dernière adresse communiquée à La Poste.

La Poste peut toutefois s'en référer au domicile ou au siège réel du client.

Art. 11 Adresse courrier

Sauf disposition ou convention particulière contraire, les clients et leurs mandataires s'adresseront exclusivement, pour tout ce qui relève des services régis par les présentes conditions générales, au Service Comptes courants postaux de La Poste, dont les coordonnées sont les suivantes :

Poste financière

Service Comptes courants postaux

1100 BRUXELLES

Les coordonnées de ce service sont communiquées, sur demande du client ou de ses mandataires, par le Service clientèle de La Poste, par les bureaux de poste et/ou par d'autres moyens de communications que La Poste détermine.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 12 Correspondance

§ 1^{er}. La correspondance est adressée au domicile du client ou à l'adresse indiquée par lui lors de la demande d'ouverture de compte ou à toute autre adresse qu'il a communiquée ultérieurement.

§ 2. Les clients et leurs mandataires sont tenus de prendre connaissance de la correspondance qui lui est adressée.

Art. 13 Procuration

§ 1^{er}. Seuls les documents que La Poste met spécialement à la disposition de ses clients à cette fin autorisent un client à désigner des mandataires pour un compte courant postal déterminé ou à apporter des modifications à leurs pouvoirs.

La Poste se réserve le droit de ne pas tenir compte des désignations ou des modifications qui seraient établies sur d'autres documents.

§ 2. Sans préjudice aux effets de la représentation, le mandataire est lié par les présentes conditions générales de la même manière que le client.

Vanaf hun inwerkingtreding gelden deze wijzigingen onverkort voor bestaande situaties en overeenkomsten.

Art. 8 Toepasselijk recht

Alleen het Belgische recht is van toepassing op de verhoudingen m.b.t. de postrekening-courant en op de verrichtingen op de rekening die door deze algemene voorwaarden worden beheert.

De geschillen worden geregeld conform de geldende wetten en reglementeringen en met toepassing van de bijzondere overeenkomsten, de bijzondere bepalingen en de algemene voorwaarden die bestonden op het ogenblik waarop het feit dat aanleiding geeft tot het geschil zich heeft voorgedaan.

Art. 9 Geschillen

De klachten over de postrekening en de verrichtingen op de rekening worden geadresseerd aan de Cliëntendienst van De Post (telefonisch op het nummer 022-01 23 45 of per e-mail naar postinfo@post.be).

Onverminderd hun gebeurlijke recht een beroep te doen op de bemiddeling voor elk geschil dat vatbaar is om met een dading te worden beslecht, zoeken De Post en haar cliënten bij voorrang naar een minnelijke oplossing voor elk geschil nopens de postrekening-courant en/of de diensten en instrumenten die er verband mee houden.

Behoudens andersluidende wetsbepalingen, zijn enkel de hoven en rechtbanken van het rechtsgebied waarin de maatschappelijke zetel van De Post is gevestigd, bevoegd voor geschillen tussen De Post en een cliënt. De Post behoudt zich echter het recht voor om de cliënt krachtens het gemene recht te dagvaarden voor een andere bevoegde rechtbank.

Art. 10 Keuze van woonplaats

Voor de uitvoering van deze algemene voorwaarden, wordt woonplaats gekozen :

— door De Post : in haar maatschappelijke zetel, gevestigd te 1000 Brussel, Muntcentrum;

— door de cliënt en zijn lasthebbers : op het laatste adres dat aan De Post werd meegedeeld.

De Post mag echter verwijzen naar de woonplaats of de werkelijke zetel van de cliënt.

Art. 11 Postadres

Behoudens andersluidende bepaling of bijzondere overeenkomst moeten de cliënten en hun lasthebbers zich voor alles wat de met deze algemene voorwaarden geregelde diensten aangaat, uitsluitend richten tot de Dienst Postrekeningen-courant van De Post, waarvan de gegevens de volgende zijn :

Financiële Post

Dienst Postrekeningen-courant

1100 BRUSSEL

Op verzoek van de cliënt of van de lasthebbers worden de gegevens van deze dienst meegedeeld door de Cliëntendienst van De Post, de postkantoren en/of andere door De Post bepaalde communicatiemiddelen.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 12 Briefwisseling

§ 1. De briefwisseling wordt gericht aan de woonplaats van de cliënt of aan het adres dat hij heeft meegedeeld bij de aanvraag tot het openen van de rekening of aan elk ander adres dat hij later zou hebben meegedeeld.

§ 2. De klanten en hun lasthebbers moeten kennis nemen van de briefwisseling die aan hen gericht wordt.

Art. 13 Volmacht

§ 1. Om lasthebbers aan te wijzen voor een bepaalde postrekening of om hun volmachten te veranderen, mag een cliënt uitsluitend gebruik maken van de documenten die De Post speciaal hiertoe ter beschikking van de cliënten stelt.

De Post behoudt zich het recht voor geen rekening te houden met aan wijzigingen of veranderingen die zijn opgesteld op andere documenten.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de gevolgen van de vertegenwoordiging, is de lasthebber door deze algemene voorwaarden gebonden op dezelfde wijze als de cliënt.

§ 3. Sauf convention particulière en sens contraire, un mandataire n'a ni le pouvoir de clore le compte, ni le pouvoir de désigner d'autres mandataires sur celui-ci, ni encore le pouvoir d'en modifier les données.

§ 4. Le client doit aviser La Poste, sous pli recommandé à la poste, de la révocation de tout mandat, qu'il soit général ou spécial, conféré par lui.

La révocation n'est pas opposable à La Poste, tant qu'elle n'a pas pu recepcionner la notification prévue à l'alinéa précédent.

Une fois la révocation notifiée conformément à l'alinéa 1^{er}, La Poste s'efforce d'en tenir compte dans les trois jours bancaires ouvrables à partir de sa réception.

§ 5. La dissolution du mandat, par suite du décès, de la faillite ou de la liquidation, d'une restructuration ou du simple fait de la survenance du terme ou pour toute autre cause que ce soit, n'est pas opposable à La Poste tant que celle-ci n'a pas été informée par le client de l'événement qui en constitue l'origine.

Une fois informée, La Poste s'efforce d'en tenir compte dans les trois jours ouvrables bancaires.

Art. 14 Preuve

§ 1^{er}. Quelle que soit la nature de l'acte juridique à prouver, La Poste peut toujours, tant en matière civile qu'en matière commerciale, administrer la preuve au moyen d'une copie ou d'une reproduction du document original.

Les copies des documents détenus par La Poste, obtenues par des procédés photographiques, microphotographiques, magnétiques, électroniques ou optiques, font foi, comme les originaux dont elles sont présumées, sauf preuve contraire, être des copies fidèles, lorsqu'elles ont été établies par La Poste ou sur son ordre.

La copie peut présenter une configuration différente de l'original, dès l'instant où elle résulte de l'emploi d'une technique informatique quelconque.

§ 2. L'envoi et le contenu de la correspondance ou la remise d'un document au client sont établis, sauf preuve contraire rapportée par ce client, par la production par La Poste d'une copie de cette correspondance ou de ce document.

Art. 15 Conservation des documents

La Poste n'est pas tenue de conserver dans sa comptabilité, les pièces justificatives et tous autres documents ou données enregistrées sur un support quelconque pendant une période plus longue ou selon d'autres formes que celles que la loi impose.

Le client supporte les frais de recherche relatifs à toute demande de correspondance ou documents qu'il formule, quelle qu'en soit la nature. La Poste peut toutefois refuser d'entreprendre des recherches trop compliquées, trop onéreuses ou qui auraient été formulées au-delà des délais de conservation que la loi lui impose.

Art. 16 Tarif, frais et impôts

§ 1^{er}. Le prix des différents services et opérations, visés par les présentes conditions générales, est détaillé dans les tarifs des services financiers postaux que La Poste tient en permanence à la disposition de sa clientèle dans les bureaux de poste.

Ces tarifs peuvent en outre être communiqués à tout moment, sur demande expresse du client, adressée par écrit au Service Comptes courants postaux de La Poste.

Les clients et leurs mandataires veillent à prendre connaissance de ces tarifs avant de conclure toute espèce de convention avec La Poste ou de demander l'exécution de toute espèce d'opération par La Poste.

Sans préjudice aux dispositions légales et réglementaires et aux autres dispositions qui lui sont applicables, La Poste peut modifier à tout moment le prix afférent aux services et opérations visés par les présentes conditions générales et tarifer un service ou une opération qui ne le serait pas encore.

§ 2. Nonobstant ce qui est prévu au § 1^{er}, La Poste peut mettre à charge du client tout frais générés dans le cadre des services et opérations régis par les présentes conditions générales ou en rapport avec ceux-ci.

§ 3. Behoudens een andersluidende bijzondere overeenkomst, heeft een lasthebber noch de bevoegdheid om de rekening te sluiten, noch om andere lasthebbers voor deze rekening aan te stellen, noch om er de gegevens van te wijzigen.

§ 4. De cliënt moet De Post per aangetekende brief op de hoogte brengen van de herroeping van iedere door hem verleende algemene of bijzondere volmacht.

De herroeping is niet aan De Post tegenstelbaar, zolang zij de in de vorige alinea voorziene kennisgeving nog niet heeft ontvangen.

Zodra de herroeping conform lid 1 is meegedeeld, tracht De Post om er binnen de drie bankwerkdagen vanaf de ontvangst ervan rekening mee te houden.

§ 5. De ontbinding van de volmacht als gevolg van overlijden, faillissement of vereffening, een herstructurering of het eenvoudige feit dat de termijn is verstrekken, of welke andere reden dan ook, is niet tegenstelbaar aan De Post zolang de cliënt haar niet op de hoogte heeft gebracht van de gebeurtenis die er aan de oorsprong van ligt.

Zodra De Post de reden kent, zal ze trachten om er binnen drie bankwerkdagen rekening mee te houden.

Art. 14 Bewijs

§ 1. Ongeacht de aard van de te bewijzen rechtshandeling, mag De Post te allen tijde, zowel in burgerlijke als handelszaken, het bewijs leveren door middel van een kopie of een weergave van het originele document.

Kopieën van documenten in het bezit van De Post verkregen door fotografische, microfotografische, magnetische, elektronische of optische middelen, hebben dezelfde bewijskracht als de originelen waarvan zij, behoudens tegenbewijs, verondersteld worden getrouwe kopieën te zijn, zo deze door de Post dan wel op haar verzoek werden opgemaakt.

De kopie mag een andere uiterlijke vorm hebben dan het origineel, voor zover deze het resultaat is van het gebruik van om het even welke computertechniek.

§ 2. De verzending en de inhoud van de briefwisseling of de overhandiging van een document aan de cliënt worden als bewezen geacht, behoudens tegenbewijs overgelegd door die cliënt, door voorlegging door de Post van een kopie van die briefwisseling of van dat document.

Art. 15 Bewaring van de documenten

De Post is niet verplicht om de bewijsstukken en alle andere documenten of gegevens die op om het even welke drager zijn vastgelegd, langer of op een andere wijze dan door de wet bepaalt, in haar boekhouding te bewaren.

De cliënt draagt de kosten voor opzoeken als gevolg van vragen om correspondentie of documenten vanwege de cliënt die hij formuleert, ongeacht de aard ervan. De Post mag echter weigeren om opzoeken uit te voeren zo die te omslachtig of te duur zijn en als de aanvraag ervoor gebeurt na de bewaringstermijnen die de wet haar oplegt.

Art. 16 Tarieven, kosten en belastingen

§ 1. De prijzen voor de verschillende diensten en verrichtingen zoals bedoeld in deze algemene voorwaarden, zijn vermeld in de tarieven van de financiële postdiensten, die De Post te allen tijde in de postkantoren ter beschikking van haar cliënten stelt.

Die tarieven mogen bovendien op elk ogenblik worden meegedeeld, na uitdrukkelijk verzoek van de cliënt. Hij dient zijn verzoek schriftelijk te richten aan de Dienst Postrekeningen-courant van De Post.

De cliënten en hun lasthebbers moeten kennis nemen van die tarieven alvorens ze om het even welke overeenkomst sluiten met De Post of alvorens ze de uitvoering van om het even welke verrichting door De Post vragen.

Zonder afbreuk te doen aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen en de andere bepalingen, mag De Post te allen tijde de prijs wijzigen die betrekking heeft op de diensten en verrichtingen zoals bedoeld in deze algemene voorwaarden en mag zij een tarief bepalen voor een dienst of een verrichting waarvoor nog geen tarief werd bepaald.

§ 2. Ongeacht wat bepaald werd in § 1, mag De Post de cliënt alle kosten aanrekenen die worden veroorzaakt in het kader van de diensten en de verrichtingen die door deze algemene voorwaarden beheerst worden of die er verband mee houden.

Peuvent notamment être mis par La Poste à la charge du client : les frais engendrés, dans le chef de La Poste, par une saisie-arrêt, une opposition ou des recherches effectuées à la requête des autorités compétentes ou à la demande du client.

Sont également mis par La Poste à la charge du client tous les frais judiciaires et extrajudiciaires exposés par La Poste pour la conservation, la reconnaissance et la mise en œuvre de ses droits vis-à-vis de ce client.

§ 3. Tout droit de timbre, d'enregistrement et toute autre taxe, droit, redevance ou impôt exigible du chef de ou à l'occasion de quelque opération que ce soit visée par les présentes conditions générales demeurent à l'entièvre et exclusive charge du client.

§ 4. Le client donne son accord pour que le montant des tarifs, frais et impôts, visés aux §§ 1^{er}, 2 et 3 qui sont dus à La Poste, soit débité de plein droit de son compte courant postal.

Art. 17 Discretion professionnelle

Conformément aux usages et sans préjudice à l'application des lois et règlements, La Poste ne communique aux tiers aucun renseignement relatif aux opérations effectuées par ses clients, à moins d'avoir reçu leur autorisation expresse, d'y être tenue par la loi ou qu'un intérêt légitime le justifie.

Art. 18 Responsabilité

Sans préjudice à l'application de dispositions légales ou réglementaires plus spéciales, La Poste n'est responsable vis-à-vis de ses clients que son dol ou de sa faute lourde. Elle n'assume aucune responsabilité en cas de faute légère.

Ne donne en tout état de cause lieu à indemnisation que le préjudice découlant directement de la faute lourde ou du dol commis par La Poste, à l'exclusion de tout préjudice indirect, tel que le manque à gagner, la perte d'une chance, la perturbation d'une planification, la disparition de bénéfice, perte d'intérêts, de notoriété, de clientèle ou d'économies escomptées.

Art. 19 Force majeure

La Poste n'assume aucune responsabilité généralement quelconque, à raison du préjudice que ses clients et leurs mandataires pourraient subir directement ou indirectement à la suite de la survenance d'événements de force majeure.

Constituent notamment un événement de force majeure, outre tout événement imprévisible et insurmontable, la désorganisation des services de La Poste, causée par des faits qui ne lui sont pas imputables comme la grève du personnel, les attaques criminelles, l'interruption des voies de communication, la mise hors service ou la défaillance, même temporaire, du système ou des équipements informatiques

Art. 20 Traitement des données à caractère personnel

Conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les clients et leurs mandataires sont informés que le « responsable du traitement » est La Poste, Centre Monnaie à 1000 Bruxelles.

En adhérant au service ou en signant le document d'ouverture ou de modification des données du compte, les clients et leurs mandataires sont informés de et marquent leur accord sur le traitement des données à caractère personnel qui le concernent aux fins suivantes : exécution des instructions des clients, gestion des relations contractuelles et précontractuelles, prévention des abus et des fraudes, confection de statistiques et de tests, prospection commerciale et marketing direct relatifs aux produits et services, promus par La Poste ou à tous produits et services, promus par des personnes ou sociétés appartenant au groupe dont fait partie La Poste, notamment à la prospection commerciale et au marketing direct des produits bancaires, des services financiers et des produits d'assurances.

De Post mag de cliënt met name de volgende kosten aanrekenen : de kosten die De Post moet dragen ten gevolge van een derdenbeslag, een verzet en van opzoeken uitgevoerd op verzoek van de bevoegde overheid of de cliënt.

De volgende kosten worden eveneens door De Post aan de cliënt aangerekend : alle gerechtskosten en buitengerechtelijke kosten die De Post is aangegaan voor de bewaring, de erkennung en de aanwending van haar rechten ten opzichte van de cliënt.

§ 3. Alle zegelrechten, registratierechten en alle andere taksen, rechten, heffingen of belastingen die opeisbaar zijn naar aanleiding van eender welke verrichting zoals bedoeld in deze algemene voorwaarden, blijven volledig en uitsluitend ten laste van de cliënt.

§ 4. De cliënt stemt ermee in dat het bedrag van de aan De Post verschuldigde tarieven, kosten en belastingen zoals bedoeld in de §§ 1, 2 en 3, van rechtswege op zijn postrekening-courant in debet wordt gebracht.

Art. 17 Beroepsgeheim

In overeenstemming met de gebruiken en onverminderd de toepassing van de wetten en de reglementen, verstrekt De Post geen inlichtingen aan derden over de door haar cliënten uitgevoerde verrichtingen, tenzij ze daartoe de uitdrukkelijke toestemming van de klant heeft gekregen, ze hiertoe door de wet is gehouden of als zulks door een wettig belang is verantwoord.

Art. 18 Aansprakelijkheid

Onverminderd de toepassing van meer bijzondere wettelijke of reglementaire voorschriften, is De Post enkel aansprakelijk ten overstaan van haar cliënten ingeval van door haar gepleegd bedrog of zware fout. Zij kan in geen geval aansprakelijk worden gehouden wegens lichte fout.

Enkel de schade die rechtstreeks voortvloeit uit de door De Post begane zware fout of het door De Post gepleegde bedrog kan aanleiding geven tot een schadevergoeding, met uitsluiting van iedere vorm van indirecte schade, zoals winstderving, het verlies van een kans, de verstoring van een planning, winstverlies, renteverlies, aantasting van algemene bekendheid, van cliënteel of van verwachte besparingen.

Art. 19 Overmacht

De Post kan op geen enkele wijze aansprakelijk worden gehouden voor schade die haar cliënten en hun lasthebbers rechtstreeks of onrechtstreeks zouden kunnen lijden ten gevolge van overmacht.

Worden, naast iedere onvoorzienbare en onoverkomelijke gebeurtenis, in het bijzonder beschouwd als gevallen van overmacht : de ontwrichting van de diensten van De Post ten gevolge van feiten die haar niet kunnen worden aangerekend, zoals stakingen van het personeel, misdadige overvallen, het tijdelijk uitvalLEN van de communicatiemiddelen, de uitschakeling van of een defect aan, zelfs tijdelijk, het computersysteem of de informatica-uitrusting.

Art. 20 Verwerking van de persoonsgegevens

In overeenstemming met de bepalingen van de wet van 8 decembre 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, wordt aan de cliënten en hun lasthebbers meegedeeld dat De Post, Muntcentrum, 1000 Brussel de « verantwoordelijke voor de verwerking » is.

Door aan te sluiten bij de dienst of door het document voor het openen of het wijzigen van de gegevens van de rekening te ondertekenen, worden de cliënten en hun lasthebbers op de hoogte gebracht van en verklaren ze zich akkoord met de verwerking van hun persoonsgegevens voor de volgende doeleinden : uitvoering van de onderrichtingen van de cliënten, beheer van de contractuele en precontractuele verhoudingen, het voorkomen van misbruik en bedrog, de aanleg van statistieken en de uitvoering van tests, klantenwerving en direct marketing met betrekking tot door De Post gepromote producten en diensten, of alle door personen of ondernemingen die tot de groep behoren waarvan De Post deel uitmaakt gepromote producten en diensten, in het bijzonder de klantenwerving en de direct marketing in verband met de bankproducten, de financiële diensten en de verzekeraungsproducten.

Dans ce cadre, les clients et leurs mandataires marquent leur accord sur la communication des données à caractère personnel qui les concernent aux personnes ou entités correspondantes ainsi que, dans la mesure nécessaire à la réalisation des fins précitées, aux entités liées à La Poste ou appartenant au groupe de La Poste.

Les clients et leurs mandataires ont le droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement de données à caractère personnel qui les concernent dans la mesure où ce traitement est envisagé à des fins de prospection commerciale ou de marketing direct.

Les clients et leurs mandataires ont un droit d'accès aux données à caractère personnel qui les concernent et ont le droit d'en obtenir la rectification si ces données inexactes. Ces droits sont exercés au moyen d'une demande écrite, datée et signée, à adresser au responsable du traitement, accompagnée de la copie de la pièce identité du demandeur

Art. 21 Garantie

Toutes les opérations entre La Poste et ses clients sont réalisées dans le cadre de la relation globale d'affaires existant entre eux et, partant, revêtent un caractère de connexité.

Tous les avoirs confiés par les clients à La Poste garantissent l'exécution de leurs engagements actuels et futurs vis-à-vis de celle-ci.

Sans préjudice des éventuelles dispositions légales ou réglementaires en sens contraire, La Poste est autorisée, en cas d'inexécution de ces engagements, après mise en demeure non suivie d'effets, à retenir lesdits avoirs ou à les réaliser dans les formes légales et à en affecter le produit à l'apurement des dettes des clients.

Art. 22 Délais de recours

Sans préjudice aux dispositions légales et réglementaires applicables et sans préjudice aux dispositions de l'article 35 des présentes conditions générales, toute demande, tout recours ou toute réclamation à l'encontre de La Poste, qui ne résulte pas de la seule comptabilisation des opérations et/ou la mention des avoirs en compte courant postal sur l'extrait de compte, doit être introduit, à peine de déchéance, dans un délai de six mois à dater du moment où le demandeur a raisonnablement pu ou du avoir connaissance du fait fondant sa demande.

CHAPITRE III. — *Le compte courant postal*

Art. 23

Ouverture du compte

§ 1^{er}. La Poste ouvre des comptes courants postaux en euro.

§ 2. L'ouverture de tout compte courant postal nécessite une demande préalable d'ouverture de compte, dûment datée et signée par le client ou par un mandataire désigné par lui, qui justifie de son identité, de sa capacité et de ses pouvoirs.

La demande d'ouverture du compte doit être accompagnée de tous les documents probants, permettant à La Poste de s'assurer de l'identité, des pouvoirs et de la capacité du client.

Conformément à l'article 11 des présentes conditions générales, toute demande d'ouverture d'un compte courant postal doit exclusivement être adressée par écrit au Service Comptes courants postaux de La Poste.

A l'occasion de sa demande d'ouverture, le client communique à La Poste l'adresse à laquelle le courrier de La Poste pourra lui être adressé.

Le demandeur est tenu de fournir des spécimens de sa signature et de la signature des mandataires qu'il autorise à gérer son compte courant postal.

Si le client ou ses mandataires modifient ultérieurement leur signature, ils en donnent un nouveau spécimen à La Poste.

Toute modification aux données et/ou aux documents transmis à l'occasion de l'ouverture du compte doit être communiquée par écrit. La Poste s'efforce d'en tenir compte le plus rapidement possible.

§ 3. La Poste est soumise à la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

En conséquence, La Poste procède, au moment de l'entrée en relation, à l'identification du client, le cas échéant de son (ou de ses) ayant(s)-droit(s) économique(s) ainsi que de la personne agissant pour son compte, conformément à cette loi.

Hiertoe geven de cliënten en hun lasthebbers toestemming om de hen betreffende persoonsgegevens mee te delen aan de correspondenten, evenals, in de mate waarin dat nodig is om de voornoemde doeleinden te bereiken, aan de met De Post verbonden entiteiten of de entiteiten die tot de groep van De Post behoren.

De cliënten en hun lasthebbers hebben het recht om zich – op verzoek en gratis – te verzetten tegen de verwerking van de hen betreffende persoonsgegevens, voor zover die verwerking wordt aangewend met het oog op klantenwerving of direct marketing.

De cliënten en hun lasthebbers hebben het recht hun persoonsgegevens op te vragen en mogen de verbetering ervan vragen indien deze gegevens onjuist zijn. Dit gebeurt gratis met een schriftelijk gedagtekend en ondertekend verzoek dat samen met een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager aan de verantwoordelijke voor de verwerking moet worden gezonden.

Art. 21 Waarborg

Alle verrichtingen tussen De Post en haar cliënten worden uitgevoerd binnen het kader van de omvattende zakenrelatie die tussen hen bestaat en zijn dan ook met elkaar verbonden.

Alle tegoeden die de cliënten aan De Post toevertrouwen, garanderen de uitvoering van hun huidige en toekomstige verbintenissen ten opzichte van De Post.

Zonder afbreuk te doen aan gebeurlijke andersluidende wettelijke of reglementaire bepalingen, is De Post gemachtigd om, in geval van niet-nakoming van deze verbintenissen en na ingebrekstellende waaraan geen gevolg wordt gegeven, deze tegoeden in te houden of ze binnen de wettelijke vormen te gelde te maken en de opbrengst ervan te bestemmen voor het aanzuiveren van de schulden van de cliënten.

Art. 22 Termijnen voor verhaal

Onverminderd de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen en onverminderd de bepalingen van artikel 35 van deze algemene voorwaarden, moet iedere aanvraag, beroep of klacht ten aanzien van De Post, voor zover die niet enkel voortvloeit uit de boeking van de verrichtingen en/of de vermeldingen van de tegoeden op de postrekening op het rekeninguitreksel, op straffe van verval, ingediend worden binnen de zes maanden na het ogenblik waarop de aanvrager redelijkerwijze kennis kon of moest nemen van het feit dat aanleiding geeft tot zijn verzoek.

HOOFDSTUK III. — *De postrekening-courant*

Art. 23

Opening van de rekening

§ 1. De Post opent postrekeningen-courant in euro.

§ 2. Het openen van elke postrekening vereist een voorafgaande aanvraag tot opening van de rekening, naar behoren gedateerd en ondertekend door de cliënt of een door hem aangewezen lasthebber waarbij hij zijn identiteit, zijn bevoegdheid en zijn volmachten moet bewijzen.

Aan de aanvraag tot het openen van een rekening zijn alle stukken gehecht die De Post toelaten de identiteit, de volmachten en de bevoegdheid van de cliënt te controleren.

In overeenstemming met artikel 11 van deze algemene voorwaarden kunnen aanvragen tot het openen van een postrekening alleen geldig gezonden worden aan de Dienst Postrekeningen-courant van De Post.

Als hij een aanvraag tot het openen van een rekening indient, deelt de cliënt aan De Post het adres mee waarnaar De Post de briefwisseling kan zenden.

De aanvrager moet specimens overleggen van zijn handtekening en van deze van de lasthebbers die hij machtigt om zijn postrekening te beheren.

Als de cliënt of zijn lasthebbers later hun handtekening wijzigen, dan bezorgen zij De Post een specimen van de gewijzigde handtekening.

Elke wijziging aan de gegevens en/of van de stukken meegedeeld bij het openen van de rekening, moet schriftelijk gemeld worden. De Post houdt er rekening mee zo vlug mogelijk rekening mee te houden.

§ 3. De Post moet de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme naleven.

Bijgevolg gaat De Post, op het ogenblik waarop de verhouding tot stand zal komen, over tot de identificatie van de cliënt, desgevallend van zijn economische rechthebbende(n) evenals van de persoon/persoon die voor zijn rekening handelt/handelen, en dit conform deze wet.

La Poste récolte à cette occasion les éléments d'identification exigés par la loi.

§ 4. Sans préjudice à ce qui précède, La Poste peut procéder à l'ouverture à distance d'un compte courant postal et, le cas échéant, la subordonner au respect d'une procédure spécifique comprenant des exigences complémentaires à celles qui découlent des paragraphes précédents, conformément à la loi et aux autres normes applicables.

Art. 24

Pluralité de titulaires ou co-titularité

Si un compte courant postal est ouvert au nom de deux ou plusieurs titulaires, ces co-titulaires sont solidiairement et indivisiblement responsables de toutes les opérations effectuées sur le compte, ainsi que du remboursement d'un éventuel solde débiteur.

En cas de clôture d'un tel compte courant postal et de demande de partage des avoirs en compte, ces avoirs sont réputés, sauf convention contraire notifiée à La Poste, appartenir à chacun des co-titulaires par parts égales.

La clôture d'un compte courant postal ne met pas fin à la responsabilité solidaire et indivisible de ses co-titulaires.

En cas de désaccord entre les co-titulaires concernant leur pouvoir d'opérer sur le compte, notamment lorsqu'ils représentent une association de fait ou une organisation non dotée de la personnalité juridique, La Poste se réserve le droit de suspendre l'utilisation du compte jusqu'à ce qu'un arrangement soit intervenu entre eux et/ou de subordonner l'exécution de toute opération dans le compte à l'accord de tous les co-titulaires.

Art. 25

Les intérêts en compte

§ 1^{er}. Le solde créditeur des comptes courants postaux n'est pas productif d'intérêts créditeurs.

§ 2. Tout solde débiteur à un compte courant postal est passible d'un intérêt débiteur, au taux et selon les modalités indiqués dans le tarif des services financiers postaux.

L'intérêt débiteur est dû dès le jour où le compte présente un solde débiteur. Il n'est plus dû pour le jour au cours duquel le compte présente un solde créditeur.

Les intérêts débiteurs sont calculés sur le solde débiteur journalier et leur inscription en compte est réalisée d'office à l'expiration du mois au cours duquel le solde débiteur a été constaté.

Lorsque les intérêts débiteurs ont pour effet de provoquer ou d'accentuer un solde débiteur, ils sont à leur tour passible du même intérêt à partir du jour de leur mise en compte.

Les intérêts débiteurs inscrits en compte sont, par conséquent, pris en considération pour le calcul des intérêts dus, le cas échéant, pour le mois suivant.

La Poste mentionne dans tout avis relatif à la comptabilisation des intérêts débiteurs que ces intérêts débiteurs seront à leur tour passible du même intérêt à partir du jour de leur mise en compte si, au moment cette mise en compte, le solde du compte ne suffit pas à apurer les intérêts débiteurs dus.

En cas d'apurement du solde débiteur provoquant l'arrêt éventuel des poursuites, l'intérêt journalier reste dû jusqu'au moment où le solde cesse d'être débiteur.

Art. 26

Unicité de compte

Sauf convention contraire, tous les comptes courants postaux ouverts par La Poste à un même client forment les éléments d'un seul compte unique et indivisible, quel que soit l'endroit où ils sont tenus. Par conséquent, La Poste a la faculté, sans autre obligation dans son chef que d'en aviser le client, de fusionner les comptes ou d'opérer les transferts, totaux ou partiels, entre les comptes courants postaux d'un solde débiteur à un solde créditeur ou inversement, le solde final constatant la position en compte du client.

Ne sont pas englobés dans le compte unique visé ci-dessus, les comptes courants postaux qui doivent conserver une individualité propre en vertu de dispositions légales ou d'un accord spécial entre La Poste et le client.

Op zelfde ogenblik vraagt De Post de door de wet voorgeschreven identificatie-elementen.

§ 4. Zonder aan de voorafgaande afbreuk te doen, kan De Post een postrekening-courant op afstand openen en zo nodig mits de naleving van de geëigende procedure die bijkomende vereisten stelt boven en naast deze voorzien door de vorige paragrafen, en zulks conform de wet en de andere toepasselijke regels.

Art. 24

Pluraliteit van houders of medehouderschap

Indien een postrekening-courant geopend is op naam van twee of meer houders, zijn deze medehouders hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk voor alle verrichtingen die op de rekening worden uitgevoerd evenals voor de terugbetaling van een gebeurlijk debetsaldo.

Ingeval van sluiten van een dergelijke postrekening-courant en van aanvraag tot het delen van het rekeningtegoed, en behoudens aan De Post bekendgemaakte andersluidende overeenkomst, wordt dat tegoed geacht aan ieder van de medehouders in gelijke delen te behoren.

Het sluiten van een postrekening-courant stelt geen einde aan de hoofdelijke en ondeelbare aansprakelijkheid van de medehouders ervan.

Ingeval de medehouders het niet eens zijn over hun bevoegdheid om verrichtingen uit te voeren op de rekening, in het bijzonder als zij een feitelijke vereniging of een organisatie zonder rechtspersoonlijkheid vertegenwoordigen, behoudt De Post zich het recht voor om het gebruik van de rekening op te schorten totdat zij onderling een regeling treffen en/of om de uitvoering van elke verrichting op de rekening afhankelijk te maken van het akkoord van alle medehouders.

Art. 25

De rente op de rekening

§ 1. Het creditsaldo op een postrekening-courant rent niet.

§ 2. Ieder debetsaldo op een postrekening-courant rent, tegen het tarief en volgens de modaliteiten die in de tarieflijst van de financiële postdiensten vermeld zijn.

De debetrente is verschuldigd vanaf de dag waarop de rekening een debetsaldo vertoont. De debetrente is niet meer verschuldigd voor de dag tijdens de welke de rekening een creditsaldo vertoont.

De debetrente wordt berekend op het dagelijkse debetsaldo en automatisch geboekt op het einde van de maand waarin het debetsaldo werd vastgesteld.

Als de debetrente tot gevolg heeft dat ze een debetsaldo veroorzaakt of vergroot, rent deze debetrente op haar beurt vanaf de dag waarop ze op de rekening wordt geboekt.

De op de rekening geboekte debetrente wordt bijgevolg in aanmerking genomen voor de berekening van de rente die gebeurlijke voor de volgende maand is verschuldigd.

Ieder bericht over de boeking van de debetrente vermeldt dat deze debetrente op haar beurt rent vanaf de dag waarop ze op de rekening geboekt wordt, indien, op het ogenblik van deze boeking, het saldo van de rekening niet volstaat om de verschuldigde debetrente aan te zuiveren.

Bij aanzuivering van het debetsaldo waardoor de gebeurlijke rechtsvervolging wordt gestaakt, blijft de dagelijkse rente verschuldigd tot op het ogenblik waarop het saldo niet langer negatief is.

Art. 26

Eenheid van rekening

Behoudens andersluidende overeenkomst vormen alle door De Post voor eenzelfde klant geopende postrekeningen-courant de elementen van één enkele ondeelbare rekening, ongeacht de plaats waar ze worden gehouden. Bijgevolg heeft De Post de mogelijkheid, zonder enige andere verplichting dan de cliënt ervan op de hoogte te brengen, om de rekeningen samen te voegen of om volledige of gedeeltelijke overboekingen uit te voeren van postrekeningen-courant met een positief saldo naar postrekeningen-courant met een negatief saldo en andersom, waarbij het eindsaldo de rekeningstand van de cliënt vormt.

Postrekeningen-courant die een eigen individualiteit moeten behouden krachtens wettelijke bepalingen of een bijzondere overeenkomst tussen De Post en de cliënt, maken geen deel uit van de hiervoor bedoelde enkele rekening.

**Art. 27
Compensation**

La Poste est autorisée à compenser – à tout moment et même après la faillite du client - toutes créances, exigibles ou non, en quelque monnaie ou unité de compte que ce soit, qu'elle possède à charge du client avec toutes créances, exigibles ou non, en quelque monnaie ou unité de compte que ce soit, du client à son égard.

Le client reconnaît à La Poste le droit de déterminer les créances respectives qui feront l'objet de la compensation.

**Art. 28
Prescription des avoirs en compte**

Sans préjudice de l'application de la loi, La Poste procède annuellement à un contrôle de l'activité des comptes courants postaux de ses clients.

Les clients dont les comptes courants postaux sont demeurés inactifs pendant une durée supérieure à un an sont avertis à l'issue de cette période.

Est prescrit au profit de La Poste, l'avoir des comptes courants postaux au débit et au crédit desquels aucune opération – autre qu'une comptabilisation d'intérêt sur le solde existant - n'a été effectuée pendant une durée de dix ans.

Ce délai prend cours à compter de l'expiration de l'année au cours de laquelle la dernière opération a été effectuée.

**Art. 29
Clôture du compte**

§ 1^{er}. Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires contraires, tant le client que La Poste peuvent mettre fin à tout moment à la relation de compte courant postal qui les unit.

Pour autant que la loi l'y autorise, le client peut, à tout moment, et sans avoir à justifier sa décision, décider de clore son compte courant postal.

La Poste peut de même décider de mettre fin à la relation de compte courant postal, à tout moment et sans avoir à justifier sa décision, moyennant un préavis d'un mois notifié au client par lettre recommandée à la poste et prenant cours le lendemain de la notification.

§ 2. Sans préjudice au paragraphe précédent, La Poste peut, lorsque le compte est demeuré inactif pendant une période supérieure à un an, lorsque le titulaire en fait un emploi abusif ou lorsqu'il enfreint à plusieurs reprises les prescriptions légales ou réglementaires et/ou les présentes conditions générales, mettre fin d'office à la relation de compte courant postal, et en tout temps, en notifiant sa décision au titulaire du compte par lettre recommandé à la poste, avec indication de la date de clôture du compte.

§ 3. Dès la clôture du compte courant postal, pour quelque motif que ce soit, plus aucune opération ne peut y être enregistrée, ni au crédit ni au débit.

Lorsque le compte courant postal est clôturé, l'avoir est mis à sa disposition en espèces, ou par transfert à un autre compte courant.

En cas de clôture, les clients et leurs mandataires sont tenus, avant la liquidation et la restitution de l'avoir en compte, de renvoyer à La Poste, les formules de virement postal et les autres formules ou documents de La Poste, qui sont en leur possession.

CHAPITRE IV. — *Les opérations en compte postal*

4.1. DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 30

Usage et délivrance de formules nécessaires aux opérations en comptes

Sauf convention particulière, les clients et leurs mandataires sont tenus d'utiliser, pour les opérations de virement postal, initiées à partir d'un compte courant postal, les formules de virement conformes aux standards interbancaires.

A la demande du client ou d'un mandataire, La Poste leur fournit les formules de virement nécessaires aux opérations en compte courant postal, au tarif existant, lequel est prélevé sur l'avoir en compte courant postal du demandeur.

**Art. 27
Compensatie**

De Post is gemachtigd om – te allen tijde en zelfs na het faillissement van de cliënt – alle al dan niet opeisbare vorderingen, in welke munt of rekeneenheid dan ook, die zij ten laste van de cliënt bezit, te compenseren met alle al dan niet opeisbare vorderingen, in welke munt of rekeneenheid dan ook, die de cliënt op haar bezit.

De cliënt erkent dat De Post het recht heeft om de respectieve vorderingen te bepalen die het voorwerp van de compensatie zullen uitmaken.

**Art. 28
Verjaring van de tegoeden op een rekening**

Onverminderd de toepassing van de wet controleert De Post jaarlijks bewerkingen op de postrekeningen-courant van haar cliënten.

Cliënten die gedurende meer dan een jaar geen bewerkingen hebben uitgevoerd op hun postrekeningen-courant, worden hiervan dan gewaarschuwd.

De credit- en debetgoeden van de postrekeningen-courant waarop gedurende een periode van tien jaar geen enkele bewerking – behalve een boeking van rente op het bestaande saldo – werd uitgevoerd, worden door De Post door verjaring verkregen.

Die termijn begint te lopen bij het verstrijken van het jaar waarin de laatste verrichting werd uitgevoerd.

**Art. 29
Sluiting van de rekening**

§ 1. Behoudens andersluidende wettelijke of reglementaire bepalingen, kunnen zowel De Post als de cliënt te allen tijde de verhouding m.b.t. de postrekening-courant, die hen met elkaar verbindt beëindigen.

Voor zover de wet het hem toelaat mag de cliënt zijn postrekening te allen tijde sluiten zonder dat hij zijn beslissing hoeft te verantwoorden.

Zo kan De Post eveneens te allen tijde beslissen om een einde te maken aan de verhouding m.b.t. de postrekening-courant, zonder dat zij haar beslissing hoeft te verantwoorden, mits zij een opzegtermijn van één maand in acht neemt die per aangetekende brief aan de klant wordt meegedeeld en die aanvangt op de dag nadat de brief werd verzonden.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de vorige paragraaf mag De Post, indien er gedurende meer dan een jaar geen enkele verrichting op de rekening werd uitgevoerd, indien de houder er misbruik van maakt of indien hij herhaaldelijk de wettelijke of reglementaire voorschriften en/of deze algemene voorwaarden overtreedt, te allen tijde en van rechtswege een einde stellen aan de verhouding m.b.t. de postrekening-courant. De Post moet haar beslissing meedelen aan de houder van de rekening bij aangetekend schrijven, waarin de datum moet worden vermeld waarop de rekening gesloten wordt.

§ 3. Zodra de postrekening-courant, om welke reden dan ook, is afgesloten, kan er geen enkele debet- of creditverrichting meer op geboekt worden.

Als de postrekening-courant is afgesloten, wordt het tegoed ter beschikking van de cliënt gehouden, hetzij in contanten hetzij door overschrijving naar een andere zichtrekening.

Bij het sluiten van de postrekening-courant, moeten de cliënten en hun lasthebbers, vóór de vereffening en de teruggave van het rekeningtegoed, de postoverschrijvings- en andere formulieren of documenten van De Post in hun bezit, naar De Post terugzendende.

HOOFDSTUK IV. — *De verrichtingen op de postrekening-courant*

4.1. GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Art. 30

Gebruik en afgifte van formulieren die nodig zijn voor de verrichtingen op de rekening

Behoudens bijzondere afwijkende overeenkomst moeten de cliënten en hun lasthebbers, voor postoverschrijvingen vanaf een postrekening-courant gebruik maken van overschrijvingsformulieren die voldoen aan de interbancaire normen.

Op verzoek van de cliënt of een lasthebber levert De Post hen, tegen het geldende tarief, de formulieren nodig voor de verrichtingen op de postrekening-courant. Het bedrag voor de formulieren wordt gedebeerteld van de postrekening van de aanvrager.

Art. 31**Mode de transmission des ordres**

La Poste accepte les ordres, au crédit ou au débit, qui lui sont transmis en original par voie postale. Elle accepte également les ordres, au crédit ou au débit, qui lui sont transmis par voie téléphonique, dans les conditions prévues par les dispositions particulières relatives à ce service.

Les ordres communiqués par télecopieur ne sont pas admis.

Art. 32**Acceptation des ordres**

La Poste se réserve le droit de refuser l'exécution des ordres, au débit ou au crédit, qui lui apparaissent comme suspects ou qui lui ont été transmis sans respecter les procédures prévues.

La Poste se réserve le droit de refuser l'exécution d'un ordre portant des mentions contradictoires ou inconciliables ou qui comportent des instructions qui s'avèrent impossibles, trop compliquées ou trop onéreuses à respecter.

Art. 33**Exécution des ordres**

§ 1^{er}. La Poste s'efforce d'exécuter les opérations de débit à la date de réception d'ordre ou à la date indiquée par le donneur d'ordre pour autant que cette date soit postérieure à la date de réception de l'ordre.

§ 2. A défaut d'instructions du client, La Poste est libre de déterminer, au mieux des intérêts de celui-ci, le mode d'exécution des ordres de paiement transfrontalier et des ordres de paiement international qui lui sont donnés.

La Poste a notamment le droit, chaque fois qu'elle l'estime utile ou nécessaire, de faire appel à l'intervention d'un tiers, belge ou étranger, pour l'exécution des ordres qu'elle a reçus. En ce cas, La Poste est responsable du choix du tiers intervenant mais non de l'exécution de l'ordre par ce dernier.

Art. 34**Revocation des ordres**

Sans préjudice à l'application des règles relatives à l'opposition, le titulaire d'un compte ou son mandataire peuvent demander la révocation d'un ordre qu'ils ont transmis, pour autant que celui-ci n'aît pas encore été exécuté.

La demande de révocation doit être communiquée à La Poste le plus rapidement possible et confirmée par écrit signé du titulaire dans les vingt quatre heures. A défaut d'une telle confirmation dans ce délai, La Poste demandera par écrit confirmation de la révocation. Sauf réaction contraire du titulaire du compte, la révocation sera réputée confirmée.

Art. 35**Extraits de compte**

§ 1^{er}. Toute inscription au débit ou au crédit d'un compte fait l'objet d'un extrait de compte, établi sous forme de papier et transmis, sauf convention particulière contraire, par simple courrier au titulaire du compte.

Moyennant convention particulière, les extraits de compte peuvent également être délivrés par voie et sous forme électronique.

L'extrait mentionne l'avoir précédent, les opérations enregistrées et le nouvel avoir.

§ 2. Le client est tenu de prendre connaissance, d'examiner et de vérifier le contenu des extraits de compte, qui lui sont délivrés.

§ 3. Le client doit signaler immédiatement à La Poste toute erreur qu'il constaterait dans les extraits de compte.

En tout état de cause, la comptabilisation des opérations et la mention des avoirs en compte courant postal sur l'extrait de compte sont réputés corrects, exacts et approuvés par le client, à défaut pour lui de les avoir contestées par écrit dans les 30 jours qui suivent la transmission de l'extrait de compte.

Art. 36**Solde créditeur et dépassement de compte**

§ 1^{er}. Le solde d'un compte courant postal doit à tout moment rester créditeur ou égal à zéro. La Poste peut, en conséquence refuser d'exécuter ou reporter l'exécution d'un ordre insuffisamment provisionné. Les ordres ne sont pas exécutés partiellement.

Art. 31**Wijze waarop de opdrachten worden overgemaakt**

De Post aanvaardt originele debet- en creditopdrachten die haar met de post worden bezorgd. Ze aanvaardt eveneens credit- en debetopdrachten die haar telefonisch worden doorgegeven, onder de voorwaarden voorzien in de bijzondere bepalingen met betrekking tot deze dienst.

Opdrachten die per fax worden doorgegeven, worden niet aanvaard.

Art. 32**Aanvaarding van de opdrachten**

De Post behoudt zich het recht voor de uitvoering van debet- of creditopdrachten te weigeren die verdacht voorkomen of die met miskenning van de geïngende procedures werden verzonden.

De Post behoudt zich het recht voor de uitvoering van een opdracht te weigeren die tegenstrijdige of onverenigbare meldingen bevat of die onderrichtingen bevat die onmogelijk kunnen worden uitgevoerd of die te ingewikkeld of te duur zijn om na te leven.

Art. 33**Uitvoering van de opdrachten**

§ 1. De Post tracht om de debetverrichtingen uit te voeren op de dag waarop zij de opdracht ontvangt of op de door de opdrachtgever aangeduidde datum, op voorwaarde dat deze na de dag valt waarop de opdracht werd ontvangen.

§ 2. Als de cliënt De Post hierover geen bijzondere instructies geeft, staat het De Post vrij om, in het voordeel van de cliënt, te bepalen hoe de grensoverschrijdende en internationale betaalopdrachten worden uitgevoerd.

De Post mag in het bijzonder, telkens zij dit nuttig of nodig acht, voor de uitvoering van de opdrachten die zij ontvangt een beroep doen op een Belgische of buitenlandse derde. In dat geval is De Post verantwoordelijk voor de keuze van die derde partij maar niet voor de uitvoering van de opdracht door deze laatste.

Art. 34**Herroeping van de opdrachten**

Onverminderd de toepassing van de regels met betrekking tot verzet, mogen de rekeninghouder of zijn lasthebber een opdracht die zij hebben overgemaakt herroepen, zo deze nog niet werd uitgevoerd.

De aanvraag tot herroeping moet zo snel mogelijk aan De Post worden overgemaakt. De houder moet deze aanvraag binnen de 24 uur met een ondertekende brief bevestigen. Bij gebreke daaraan, vraagt De Post hem om een schriftelijke bevestiging van de herroeping. Tenzij de rekeninghouder op een andere manier reageert, wordt de herroeping bevestigd geacht.

Art. 35**Rekeninguittreksels**

§ 1. Elke debet- of creditverrichting op een rekening is voorwerp van een rekeninguittreksel dat, behoudens andersluidende bijzondere overeenkomst, per gewone post aan de rekeninghouder wordt gezonden.

De rekeninguittreksels kunnen ook, mits een bijzondere overeenkomst, elektronisch worden bezorgd.

Het uittreksel vermeldt het vorige saldo, de uitgevoerde verrichtingen en het nieuwe saldo.

§ 2. De cliënt dient de rekeninguittreksels die hem worden bezorgd, te lezen, nauwkeurig te bekijken en de inhoud ervan te controleren.

§ 3. Als de cliënt een fout vaststelt in de rekeninguittreksels, dient hij De Post daar onverwijld van op de hoogte te brengen.

De boeking van de verrichtingen en de vermelding van de tegoeden op de postrekening-courant op het rekeninguittreksel worden in elk geval geacht correct, juist en door de cliënt goedgekeurd te zijn, tenzij hij ze schriftelijk betwist binnen een termijn van 30 dagen na het toezienden van het rekeninguittreksel.

Art. 36**Creditsaldo en rekeningoverschrijding**

§ 1. Het saldo van een postrekening-courant moet te allen tijde positief zijn of gelijk aan nul. De Post kan daarom weigeren een betaalopdracht uit te voeren of kan de uitvoering ervan uitstellen als er onvoldoende provisie op de rekening staat. Betaalopdrachten worden niet gedeeltelijk uitgevoerd.

§ 2. La Poste n'accorde aucune facilité de caisse aux clients visés par les présentes conditions générales. Une éventuelle tolérance par La Poste d'un solde débiteur, même renouvelée plusieurs fois, ne pourra jamais être constitutive d'un droit au maintien ou au renouvellement de cette tolérance.

§ 3. Tout dépassement de compte donne lieu à l'application de l'intérêt débiteur prévu à l'article 25 des présentes conditions générales, dans les conditions et selon les modalités prévues par cette disposition.

Le client veillera à y mettre fin immédiatement en approvisionnant son compte courant postal pour rendre son solde créditeur.

§ 4. En cas de dépassement, La Poste prend toutes les mesures utiles envers le titulaire et/ou le mandataire, le cas échéant, en supprimant certains instruments de paiement.

Si nécessaire, La Poste peut entreprendre les démarches utiles afin de faire résorber le découvert et, le cas échéant, intente une action judiciaire en arrêtant le montant qui lui est dû, en ce compris les intérêts débiteurs.

Art. 37

Perte, vol ou usage abusif des formules délivrées au titulaire du compte

§ 1^{er}. Le client est entièrement responsable des ordres émis sur les formules de virements qui lui ont été délivrées ou qui ont été délivrées à ses mandataires.

Sans préjudice à la responsabilité éventuelle du bénéficiaire, il supporte notamment toutes les conséquences résultant de la perte, du vol ou de l'emploi abusif des formules de chèques ou de virements.

§ 2. En cas de perte, de vol ou d'usage abusif de formules de virements postaux, le signataire et le bénéficiaire peuvent, aussi longtemps que l'ordre n'a pas été exécuté, faire opposition à l'exécution.

La demande d'opposition doit être portée le plus rapidement possible à la connaissance au Service Clientèle de La Poste (tél. 022-01 23 45, courriel : postinfo@post.be). Elle doit en outre être confirmée par écrit dans les vingt quatre heures.

La Poste confirme l'exécution de la demande d'opposition par lettre recommandée dans les vingt quatre heures qui suivent cette exécution. Lorsque le titulaire n'a pas confirmé par écrit sa demande, l'opposition est censée confirmée par l'absence de réaction à l'avis d'exécution adressé par La Poste.

Art. 38

Responsabilité liée à l'exécution des instructions données

§ 1^{er}. La mise en œuvre de la responsabilité de La Poste dans le cadre de l'exécution des ordres en comptes courants postaux est régie par les règles qui suivent.

§ 2. Sans préjudice à l'article 33, § 1^{er}, La Poste s'efforce d'exécuter les ordres reçus de sa clientèle dans le respect des instructions reçues de celle-ci.

A tout moment, La Poste peut rectifier les erreurs de ses services. Elle peut notamment contrepasser les inscriptions en compte provenant de telles erreurs, soit d'office, soit à la demande du client, soit après consultation du client.

§ 3. Lorsqu'il constate qu'une instruction a mal été exécutée, le client est invité à adresser par écrit à La Poste une demande de rectification circonstanciée, dans le délai prévu à l'article 31, § 3, des présentes conditions générales.

La Poste donne suite à la demande du client ou, si elle l'estime nécessaire, réagit à cette demande, dans un délai maximum de quinze jours.

§ 4. La responsabilité de La Poste découlant de la mauvaise exécution d'une opération est, en toute hypothèse, limitée au montant de celle-ci, à l'exclusion de tous intérêts, frais ou dédommages complémentaires.

§ 5. Ces mêmes règles s'appliquent pour la mise en œuvre de la responsabilité extracontractuelle.

§ 6. La Poste est exonérée de toute responsabilité dans les cas prévus par la loi.

4.2. CREDIT DES COMPTES COURANTS POSTAUX

Art. 39

Modalités de crédit

Le compte courant postal des clients visés par les présentes conditions générales peut être crédité :

- par un versement postal;
- par un virement postal ou un virement bancaire;

§ 2. De Post staat geen kasfaciliteit toe aan de cliënten zoals bedoeld in deze algemene voorwaarden. Een gedogen door De Post van een debetsaldo, ook langdurig of herhaald, dan betekent dat geenszins dat ze in de toekomst nooit recht geven op het handhaven of vernieuwen van dergelijk gedogen.

§ 3. Elke rekeningoverschrijding geeft aanleiding tot het aanrekenen van debetrente zoals voorzien in artikel 25 van deze algemene voorwaarden, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die in die bepaling zijn voorzien.

De cliënt moet die toestand onmiddellijk beëindigen door geld op zijn postrekening te storten, zodat het saldo ervan positief wordt.

§ 4. In geval van overschrijding treft De Post ten overstaan van de houder en/of de lasthebber alle nuttige maatregelen, desgevallend door sommige betaalmiddelen te ontnemen.

Indien nodig kan De Post de zich opdringende stappen doen om een einde te maken aan het tekort en zelfs een rechtsvordering instellen, door het bedrag vast te stellen dat haar verschuldigd is, de debetrente hierin begrepen.

Art. 37

Diefstal, verlies of misbruik van de aan de rekeninghouder bezorgde formulieren

§ 1. De cliënt is volledig verantwoordelijk voor de betaalopdrachten op de overschrijvingsformulieren die aan hem of zijn lasthebbers werden bezorgd.

Onvermindert eventuele aansprakelijkheid van de begunstigde, draagt hij alle gevolgen die voortvloeien uit het verlies, de diefstal of het misbruik van cheque- of overschrijvingsformulieren.

§ 2. In geval van verlies, diefstal of misbruik van postoverschrijvingsformulieren, kunnen de ondertekenaar en de begunstigde verzet aantekenen tegen de uitvoering van de opdracht zolang deze niet is uitgevoerd.

De aanvraag tot verzet moet zo snel mogelijk aan de Cliëntendienst van De Post worden gezonden (tel. 022-01 23 45, e-mail : postinfo@post.be). Ze moet bovendien binnen 24 uur schriftelijk worden bevestigd.

De Post bevestigt binnen 24 uur met een aangetekende brief de uitvoering van de aanvraag tot verzet. Als de houder zijn aanvraag niet schriftelijk bevestigt, dan wordt het verzet toch geacht te zijn bevestigd, als de houder niet reageert op het door De Post gezonden bericht van uitvoering van het verzet.

Art. 38

Aansprakelijkheid bij de uitvoering van de gegeven instructies

§ 1. De aansprakelijkheid van De Post in het raam van de uitvoering van de opdrachten op postrekeningen-courant wordt beheerst door de volgende regels :

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan artikel 33, § 1, tracht De Post om de opdrachten die zij van haar cliënten krijgt, uit te voeren met naleving van de ontvangen instructies.

De Post kan te allen tijde de vergissingen van haar diensten rechtzetten. Ze kan met name boekingen op de rekening als gevolg van dergelijke fouten ristorneren, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de cliënt, hetzij na overleg met de cliënt.

§ 3. Als de cliënt vaststelt dat een instructie fout werd uitgevoerd, moet hij De Post een gedetailleerde schriftelijke aanvraag tot rechtzetting zenden, en dit binnen de in artikel 31, § 3 van deze algemene voorwaarden voorziene termijn.

De Post geeft gevolg aan de aanvraag van de cliënt of, indien ze dat nodig acht, reageert hierop, uiterlijk binnen een maximumtermijn van 15 dagen.

§ 4. De aansprakelijkheid van De Post wegens verkeerde uitvoering van een verrichting is, in elk geval, beperkt tot het bedrag ervan, met uitsluiting van alle bijkomende interesses, kosten of schadevergoedingen.

§ 5. Dezelfde regels gelden voor de extracontractuele aansprakelijkheid.

§ 6. De Post wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in de gevallen voorzien in de wet.

4.2. CREDIT VAN DE POSTREKENINGEN

Art. 39

Creditmodaliteiten

De postrekening-courant van de cliënten, zoals bedoeld in onderhavige voorwaarden, kan worden gecrediteerd :

- met een poststorting;
- met een post- of een bankoverschrijving;

- par un chèque circulaire barré;
- par un chèque tiré sur un établissement de crédit de droit belge, affilié à une Chambre de Compensation, et barré.

4.3. DEBIT DES COMPTES COURANTS POSTAUX

Art. 40

Modalités de débit

Les clients visés par les présentes conditions générales peuvent disposer du montant de son avoir disponible au moyen :

- d'un virement postal national;
- d'un virement postal international;
- d'un paiement international en espèces;
- d'un retrait au guichet.

Art. 41

Virément postal

§ 1^{er}. Le virement postal est l'ordre donné à La Poste par le client de transférer tout ou partie de son avoir disponible vers un autre compte, tenu en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. L'ordre doit indiquer la somme à payer, être daté et signé par le client ou par son mandataire.

§ 3. Le virement postal est individuel, c'est-à-dire qu'il désigne un seul compte bénéficiaire.

Art. 42

Retrait au guichet

Les retraits en espèces doivent être effectués au guichet d'un bureau de poste. Pour des raisons de sécurité, La Poste ne peut maintenir en permanence dans ses bureaux de poste des caisses en billets trop importantes. Par conséquent, La Poste peut demander un préavis de deux jours bancaires ouvrables à ses clients désireux d'effectuer un retrait en espèces dépassant 5.000 euros.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 30 avril 2007 portant réglementation des services financiers postaux (art. 103, § 3).

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Vice-Première Ministre, Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
adjoint au Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
B. TUJBENS

Annexe 2

Conditions générales applicables aux comptes courants postaux de l'Etat et aux comptes courants postaux des organismes ou entités visés par l'arrêté royal du 15 juillet 1997

CHAPITRE I^{er}. — *Introduction*

Article 1^{er}

Objectifs des conditions générales

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables, les présentes conditions générales constituent le cadre global de la relation qui régit la tenue des comptes courants postaux et l'exécution des opérations en compte.

Ces conditions générales sont prises conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles précisent les limites et les conditions des services et instruments liés au compte courant postal que La Poste offre à l'Etat et aux organismes ou entités de droit public ou de droit privé, visés par l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation

- met een gekruiste circulaire cheque;
- met een gekruiste cheque getrokken op een bij een Verrekenkamer aangesloten kredietinstelling naar Belgisch recht.

4.3. DEBET VAN DE POSTREKENINGEN

Art. 40

JDebetmodaliteiten

De cliënten zoals bedoeld in deze algemene voorwaarden kunnen over het bedrag van zijn tegoed beschikken met :

- een binnenlandse postoverschrijving;
- een internationale postoverschrijving;
- een internationale betaling in contant geld;
- een afhaling aan het loket.

Art. 41

Postoverschrijving

§ 1. Een postoverschrijving is een opdracht die de cliënt aan De Post geeft om zijn volledige beschikbare tegoed of een gedeelte ervan over te schrijven naar een andere rekening in België of in het buitenland.

§ 2. De opdracht, die door de cliënt of zijn lasthebber moet worden gedaateerd en ondertekend, moet de te betalen som vermelden.

§ 3. Een postoverschrijving is individueel, d.w.z. dat er maar één begunstigde rekening is aangeduid.

Art. 42

Opneming aan het loket

Contant geld moet worden opgenomen aan het loket van een postkantoor. Om veiligheidsredenen kan De Post niet altijd en doorlopend te grote hoeveelheden contanten in haar postkantoren bewaren. Bijgevolg kan De Post vragen dat de cliënten haar twee bankwerkdagen op voorhand verwittigen, indien zij een geldbedrag van meer dan € 5 000 willen opnemen.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 30 april 2007 houdende reglementering van de financiële postdiensten (art. 103, § 3).

ALBERT

Van Koningswege :

De vice- eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Vice eerste Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor overheidsbedrijven
toegevoegd aan de Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
B. TUJBENS

Bijlage 2

Algemene voorwaarden die gelden voor de postrekeningen-courant van de Staat en voor de postrekeningen-courant van de organismen of instellingen waarvan sprake in het koninklijke besluit van 15 juli 1997

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

Artikel 1

Doelstellingen van de algemene voorwaarden

Zonder afbreuk te doen aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen, vormen deze algemene voorwaarden het geheel van regels die het houden van de postrekeningen-courant en het uitvoeren van de verrichtingen op die rekeningen beheersen.

Deze algemene voorwaarden zijn conform de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen.

Zij bepalen de grenzen aan en de voorwaarden van de diensten en instrumenten, verbonden aan de postrekeningen-courant die De Post aanbiedt aan de Staat en de organismen of instellingen van publiek- of privaatrecht, zoals vermeld in het koninklijke besluit van 15 juli 1997